

A Paris, les animateurs périscolaires en grève au moins jusqu'au 21 novembre

DES CANTINES FERMÉES • Face à la « précarisation massive » du secteur, les animateurs des écoles parisiennes demandent à la Ville de Paris le recrutement de milliers de titulaires



[A Paris, les personnels d'animation des écoles sont appelés à la grève jusqu'au 21 novembre \(illustration\).](#)
- Syspeo

Publié le 11/11/2025 à 07h35 • Mis à jour le 11/11/2025 à 07h35

[A Paris](#), la tension se transforme en mouvement social dans les écoles. Les personnels d'animation des 620 [écoles](#) de la capitale sont en effet appelés à la grève jusqu'au 21 novembre. Ils demandent à la ville le recrutement de milliers de titulaires face à la « précarisation massive » du secteur où « les conditions d'accueil des enfants se dégradent ».

Quelque 200 écoles selon les syndicats, 119 selon la mairie, ont ainsi dû fermer leur cantine lundi. Plusieurs centaines d'autres établissements ont par ailleurs fonctionné avec un taux d'encadrement « encore plus détérioré que d'habitude » sur le temps périscolaire, a indiqué Nicolas Léger, cosecrétaire général du Supap-FSU qui appelle à la grève aux côtés de la CFDT et de la CGT. La Ville de Paris a précisé avoir comptabilisé 537 grévistes.

Bras de fer avec Anne Hidalgo

« C'est la première fois que les personnels de l'animation, régulièrement en lutte depuis deux ans, sont appelés à une grève aussi longue », a expliqué Nicolas Léger, ajoutant que le préavis « pourrait être étendu jusqu'au 31 décembre et renouvelable en 2026 » si la mairie dirigée par [Anne Hidalgo](#) « ne bouge pas ».

Au cœur des revendications : des recrutements massifs de titulaires dans un secteur qui compte seulement 2.500 adjoints d'animation et 1.000 animateurs contractuels, contre 8.500 vacataires au statut précaire. « Des milliers de vacataires sont souvent embauchés illégalement sur des postes permanents », dénonce l'intersyndicale dans un communiqué.

Un plan de « déprécarisation » qui ne satisfait pas

La Mairie de Paris met pour sa part en avant un protocole signé par l'Unsa, mis en place en septembre, qui prévoit une « valorisation des métiers et de la filière de l'animation », avec une revalorisation de la prime des « responsables éducatifs ville (REV) » et des animateurs lecture.

Mais ces mesures, tout comme le plan de « déprécarisation » engagé il y a trois ans par la ville, restent loin du compte et la mairie « peine de plus en plus à recruter », sur fond de formations « insuffisantes », répond le Supap-FSU. « Tous les jours, des postes ne sont pas pourvus, les équipes travaillent à flux tendus, elles sont épuisées et les conditions d'accueil des enfants se dégradent », déplore Nicolas Léger. Les syndicats pointent des difficultés pour l'inclusion des enfants « à besoin éducatif particulier », notamment handicapés, et réclament du personnel dédié pour le change des enfants en maternelle.